



Assemblée générale

Distr. générale
18 septembre 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 115 c) de l'ordre du jour provisoire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de 14 membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 9 septembre 2013, adressée au Secrétariat par la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat et, en application des dispositions de la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, du 15 mars 2006, a l'honneur de l'informer que la République sud-africaine s'est portée candidate, pour la période 2014-2016, à un siège, dans le cadre des élections qui se tiendront le 12 novembre 2013 à New York au cours de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale.

La candidature de l'Afrique du Sud a été approuvée par la Conférence de l'Union africaine à sa vingt-troisième session ordinaire, qui s'est tenue du 19 au 23 mai 2013 à Addis-Abeba.

L'Afrique du Sud est un membre fondateur du Conseil des droits de l'homme, où elle a exercé deux mandats consécutifs, de 2006 à 2010. Au cours de cette période de transition cruciale, elle a joué un rôle de premier plan dans la mise en place des institutions qui ont permis à l'actuel Conseil des droits de l'homme de succéder à la Commission des droits de l'homme.

La Mission permanente de la République sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire tenir ci-joint un aide-mémoire où elle énonce les engagements volontaires pris par l'Afrique du Sud au cours de ses mandats, en matière de promotion, de protection et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales universellement reconnus, conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale (voir annexe).

La Mission permanente de la République sud-africaine souhaiterait que la présente note et son annexe soient distribuées comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 115 c) de l'ordre du jour provisoire.

* [A/68/50](#).



Note explicative relative à l'aide-mémoire

L'Afrique du Sud a eu le grand honneur d'être un membre fondateur du Conseil des droits de l'homme où elle a exercé deux mandats consécutifs, de 2006 à 2010. Pour satisfaire l'obligation imposée à tous les États Membres, elle a présenté un aide-mémoire énonçant les engagements qu'elle a pris volontairement au cours de ses précédents mandats en matière de promotion, de protection et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales universellement reconnus. Il est vrai que tous les engagements pris initialement n'ont pas été tenus en raison de divers obstacles et problèmes d'ordre pratique découlant pour l'essentiel, au plan national, de ressources insuffisantes à une mise en œuvre efficace des programmes. Le pays reste néanmoins résolu à s'acquitter de ses obligations, dans le cadre des engagements souscrits.

Par ailleurs, le Gouvernement sud-africain a récemment accepté 152 recommandations formulées à l'issue de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, auquel le pays a été soumis. Comme suite à cet examen, il est en passe d'élaborer la version finale de son programme national d'exécution de ses obligations en matière de droit international des droits de l'homme et de droit international humanitaire (obligations découlant des traités, observations finales des organes conventionnels, recommandations formulées par les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales, etc.).

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement sud-africain a l'honneur de transmettre ci-joint un aide-mémoire actualisé qui rend compte des engagements qu'il a pris volontairement dans le cadre de sa candidature à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016.

**Annexe à la note verbale datée du 9 septembre 2013
adressée au Secrétariat par la Mission permanente
de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Aide-mémoire à l'appui de la candidature de l'Afrique
du Sud à un siège au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2014-2016**

**Engagements pris volontairement aux termes de la résolution
60/251 de l'Assemblée générale**

1. À l'issue des premières élections démocratiques tenues en 1994, l'Afrique du Sud a réintégré la communauté internationale pour y reprendre la place qui lui revenait de droit parmi la communauté des nations. En 2006, le rôle central qu'elle a joué lors de la transition qui a vu l'ancienne Commission des droits de l'homme céder la place à l'actuel Conseil des droits de l'homme a montré sa volonté de promouvoir, protéger et faire respecter tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. L'Afrique du Sud a été élue au Conseil des droits de l'homme en tant que membre fondateur pour deux mandats successifs, de 2006 à 2010. Depuis la fin de son dernier mandat, elle a continué de faire avancer le droit international des droits de l'homme et de jouer activement un rôle majeur dans l'élaboration de règles et de normes dans ce domaine et en matière de droit international humanitaire, mettant l'accent sur la nécessité de garantir une protection maximale aux victimes de violations des droits de l'homme, notamment en assurant des voies de recours appropriées et en luttant contre l'impunité. Elle demeure résolue à s'acquitter de son engagement à faire progresser les droits de l'homme et les libertés fondamentales au bénéfice de tous, conformément aux dispositions de sa constitution qui se fondent sur des valeurs et des principes humains vénéralisés de tous.

Constitution et Charte des droits en Afrique du Sud

2. Les premières élections démocratiques de 1994 ont résolument placé l'Afrique du Sud sur la voie de la démocratie constitutionnelle. Depuis lors, le pays a organisé une série d'élections nationales et locales que tous les observateurs internationaux ont qualifiées de libres et régulières. En avril 2014, les Sud-Africains éliront leur cinquième gouvernement démocratique.

3. La loi n° 108 de 1996 sur la Constitution de la République sud-africaine est la loi suprême avec laquelle tous les autres textes législatifs doivent être compatibles. Elle garantit le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales universellement reconnus et, de fait, intègre dans la jurisprudence nationale les principes essentiels énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale en 1948.

4. Bien que la démocratie sud-africaine soit relativement jeune, la lutte héroïque des Sud-Africains pour la démocratie, la justice sociale, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, très ancienne, aura duré plus de 350 ans. Pendant cette période, ils ont été soumis à une série de régimes répressifs, allant des conquêtes et

du colonialisme à la pire forme de racisme institutionnalisé et de discrimination raciale : l'apartheid.

5. Le plan politique pour l'avenir du Gouvernement démocratique en Afrique du Sud est subordonné au principe fondamental de l'indissociabilité des droits économiques, sociaux et culturels d'un côté et des droits civils et politiques de l'autre. Toujours fidèle aux principes de base du droit international des droits de l'homme, l'Afrique du Sud est fermement attachée à la notion de respect, de promotion, de protection et de concrétisation de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, sur laquelle elle fait reposer les valeurs et principes qu'elle a adoptés en la matière. Le 10 décembre 1998, elle a déposé à l'ONU son plan national d'action pour la promotion, la protection et le respect de ces droits.

6. La Cour constitutionnelle sud-africaine a rendu d'importants arrêts et jugements attestant la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels. La jurisprudence sud-africaine est invoquée dans le monde pour donner un élan à la justiciabilité de ces droits en droit international des droits de l'homme.

Institutions fondatrices de la démocratie en Afrique du Sud

7. Les institutions nationales, créées en vertu des dispositions constitutionnelles pour asseoir la démocratie dans le pays, participent activement au contrôle de l'application des lois nationales et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels l'Afrique du Sud est partie.

8. Pour renforcer la démocratie institutionnelle en République sud-africaine, la Constitution de 1996 prévoit, au chapitre 9, la création d'institutions étatiques indépendantes qui ne sont soumises qu'à la Constitution et au Parlement, comme suit : le Médiateur public; la Commission sud-africaine des droits de l'homme; la Commission pour la promotion et la protection des droits des communautés culturelles, religieuses et linguistiques; la Commission pour l'égalité des sexes; le Vérificateur général des comptes; et la Commission électorale.

Engagements

9. Il faut souligner qu'en raison de facteurs historiques et politiques évidents, l'Afrique du Sud est au tout premier rang des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui attachent une très grande importance à la question du droit international des droits de l'homme. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, le Gouvernement sud-africain s'est engagé à respecter les principes ci-après et continue de s'y tenir :

a) Accueillir de façon permanente et progressive tous les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme aux fins d'enquêtes, dans le cadre de leurs mandats respectifs (conformément à l'invitation permanente que le Gouvernement leur a adressé le 22 octobre 2002 :

i) À l'époque de l'ancienne Commission des droits de l'homme, le Gouvernement sud-africain a reçu les visites des titulaires de mandat ci-après : le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences (1996); le Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme (1997); le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de

l'intolérance qui y est associée (1998); le Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (2002); les membres du Groupe de travail sur la détention arbitraire (2005); le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones (2005); le Rapporteur spécial sur le logement convenable (2007); le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste (2007); et le Rapporteur spécial sur les prisons et les conditions de détention de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (2004);

ii) Depuis qu'elle a siégé au Conseil, l'Afrique du Sud a reçu les titulaires de mandat suivants, sans aucune restriction ni entrave : les membres du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants (2011); et le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation (2012);

iii) En outre, le Gouvernement sud-africain examine à l'heure actuelle les demandes de visite formulées par les titulaires de mandat ci-après : le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences;

b) Respecter l'intégrité et la dignité du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le Gouvernement sud-africain mettra tout en œuvre pour que le Haut-Commissaire et son personnel soient soustraits aux manipulations et à l'influence des États;

c) Maintenir la contribution financière au HCDH : celle-ci ne devra d'aucune façon être affectée à une fin particulière, ce qui restreindrait les opérations;

d) Maintenir l'appui fourni aux fonds et programmes du HCDH qui visent à faire progresser la cause des droits de l'homme dans le monde, tels que le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie nouvellement créé et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme;

e) Continuer d'appuyer le financement de projets relatifs au Fonds d'affectation spéciale pour l'installation à l'ONU d'un mémorial permanent en hommage aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, au projet « La route de l'esclave » de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aux activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Fonds des Nations Unies pour la population et à la question thématique des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté;

f) Maintenir le soutien indéfectible à la promotion d'un programme équilibré de développement durable dans le cadre du respect des droits de l'homme, tel que souligné dans la Déclaration et le programme d'action de Vienne (A/CONF.157/24 (Part I), chap. III) ainsi que dans la résolution 48/141 de l'Assemblée générale. À cet égard, l'Afrique du Sud sera l'un des principaux défenseurs de l'établissement par le Conseil des droits de l'homme d'un programme

de travail équilibré qui tienne compte, entre autres, de la primauté à accorder à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 et du respect du droit au développement, et qui prête l'attention requise aux enjeux moraux des droits de l'homme tels que l'élimination de la pauvreté et le sous-développement;

g) Faire en sorte que les futures sessions du Conseil des droits de l'homme mettent l'accent sur l'impérieuse nécessité d'actualiser le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques par un protocole d'amendement mettant le droit au développement sur un pied d'égalité avec tous les autres droits visés dans ces instruments;

h) S'attacher à faire partager, au sein du Conseil des droits de l'homme, la conception selon laquelle la jouissance effective de ces droits exige à tous les niveaux un véritable partenariat avec toutes les parties prenantes;

i) Continuer de faire rapport sur les droits de l'homme aux organes de surveillance des traités;

j) S'engager à présenter, dans un avenir proche, un plan national d'action entièrement axé sur le racisme et la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée comme préconisé par la Déclaration et le Programme d'action de Durban (A/67/325). On se souviendra que, du 31 août au 8 septembre 2001, l'Afrique du Sud a accueilli la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Instruments internationaux auxquels l'Afrique du Sud est partie

10. Le 10 décembre 1995, le Gouvernement sud-africain a signé la plupart des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et a depuis lors ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; le Statut de Rome de la Cour pénale internationale; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort; la Convention relative aux droits de l'enfant et ses Protocoles facultatifs concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et l'implication d'enfants dans les conflits armés; la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant.

Instruments régionaux auxquels l'Afrique du Sud est partie

11. On trouvera ci-après la liste des instruments régionaux (africains) relatifs aux droits de l'homme auxquels l'Afrique du Sud est partie : la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique; la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples; la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant; les Protocoles relatifs à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et aux droits de la femme en Afrique; et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

Rôle de l'Afrique du Sud dans l'évolution des normes internationales en matière de droit international des droits de l'homme et de droit international humanitaire

12. Bien qu'elle soit devenue un État Membre de l'Organisation des Nations Unies dans un passé récent, l'Afrique du Sud a contribué de manière significative à l'évolution des normes dans le domaine du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. On trouvera ci-après quelques-unes de ses principales contributions :

- a) Présidence de la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session en 1998 et en 1999;
- b) Coordination du Groupe des États d'Afrique chargé des questions relatives aux droits de l'homme en 2002 et en 2003;
- c) Service d'experts sud-africains dans les organes de surveillance des traités : Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Comité des droits de l'enfant, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Comité des droits de l'homme, et Commission africaine des droits de l'homme et des peuples;
- d) Nomination d'un certain nombre de Sud-Africains mandatés en tant que détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil : Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires;
- e) L'Afrique du Sud préside actuellement le Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un cadre réglementaire international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées; l'Afrique du Sud joue un rôle essentiel dans la promotion du programme de développement par l'intermédiaire de structures intergouvernementales telles que le Mouvement des pays non alignés et le Groupe des 77 et de la Chine.

Instruments en cours de ratification

13. On trouvera ci-après la liste des instruments relatifs aux droits de l'homme en cours de ratification par le Gouvernement sud-africain :

- a) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (décision déjà prise par le Cabinet);
- b) Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- c) Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- d) Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- e) Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;
 - f) Convention relative au statut des apatrides;
 - g) Convention sur la réduction des cas d'apatridie.
-